



Assemblée générale

Distr. générale
17 novembre 2011
Français
Original : anglais

Comité spécial de l'océan Indien

Compte rendu analytique de la 454^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 14 juillet 2011, à 15 heures

Président provisoire : M. Cherniavsky (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences)

Président : M. Kohona. (Sri Lanka)

Sommaire

Ouverture de la session

Élection du Président

Adoption de l'ordre du jour

Rapport du Président du Comité, conformément au paragraphe 3 de la résolution 64/23 de l'Assemblée générale

Adoption du rapport que le Comité présentera à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session

Clôture de la session

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les corrections éventuelles à apporter au présent compte rendu seront publiées dans un rectificatif.



La séance est ouverte à 15 h 20.

Ouverture de la session

1. **Le Président provisoire** déclare ouverte la session 2011.

Élection du Président

2. **Le Président provisoire** explique que l'ex-Président, M. Palihakkara, a regagné sa capitale. La délégation du Sri Lanka, ayant accepté de continuer d'assurer la présidence du Comité, propose d'élire l'Ambassadeur Kohona à cette fonction. Il dit qu'en l'absence d'objections, il considérera que le Comité souhaite élire M. Kohona Président.

3. *M. Kohona (Sri Lanka) est élu Président par acclamation.*

4. *M. Kohona (Sri Lanka) prend la présidence.*

Adoption de l'ordre du jour (A/AC.159/L.141)

5. *L'ordre du jour est adopté.*

Rapport du Président du Comité, présenté en application du paragraphe 3 de la résolution 64/23 de l'Assemblée générale

6. **Le Président** dit que des changements profonds sont intervenus en matière de sécurité et de géopolitique, dans la région en particulier et dans le monde en général, depuis la Déclaration de 1971 faisant de l'océan Indien une zone de paix. Néanmoins, la région pourrait continuer à en tirer des bienfaits en faisant des idées qui sous-tendaient la Déclaration les lignes directrices des travaux à venir. La guerre dite froide a pris fin et certaines questions de désarmements sont réglées. Mais de nouveaux problèmes concernant le commerce des armes et le désarmement sont passés au premier plan, et des acteurs non étatiques, y compris des groupes terroristes, des éléments subversifs transnationaux et des pirates aux méthodes perfectionnées, sont devenus des menaces contre la paix et la sécurité au sein des États et entre eux. C'est précisément à cause de telles préoccupations que les objectifs de la Déclaration demeurent pertinents.

7. La région de l'océan Indien a connu dernièrement des évolutions positives, notamment une intensification de la coopération régionale dans les domaines économique, technique et scientifique, et une croissance exponentielle des contacts interpersonnels.

De nombreux pays y ont enregistré une croissance économique phénoménale et apporté une stabilité plus que bienvenue au système mondial secoué par les crises récentes. Toutefois, de nouvelles menaces fort inquiétantes, au nombre desquelles figurent le terrorisme, le trafic d'armes, la piraterie, la criminalité transnationale, le trafic d'êtres humains et bien d'autres nouvelles préoccupations régionales et internationales en matière de sécurité, semblent peser sur ces tendances positives.

8. Le Comité n'étant pas parvenu à trouver un terrain d'entente pour la mise en œuvre de la Déclaration, les États Membres souhaiteront peut-être envisager de trouver de nouveaux angles d'attaque et formuler des recommandations à l'intention de l'Assemblée générale sur les moyens d'avancer. L'examen de la portée des travaux du Comité pourrait conduire notamment à une révision de la Déclaration. Par conséquent, le Bureau doit poursuivre le processus de consultation.

9. **M. Erwin** (Indonésie) affirme que la vision qui sous-tendait la Déclaration demeure une base solide et appropriée sur laquelle bâtir la prospérité et le bien-être des populations du littoral de l'océan Indien et de l'arrière-pays, malgré le défi que représente la complexité de l'environnement sur les plans de la sécurité et de la géopolitique. Les membres du Comité doivent se demander comment celui-ci peut continuer à contribuer au maintien de la paix et de la sécurité dans la région, en déterminant quelles sont les vues communes qui les rapprochent depuis si longtemps afin de prendre appui dessus pour aller plus loin.

10. La participation et les apports des membres du Conseil de sécurité et des principaux utilisateurs maritimes de l'océan Indien sont essentiels et toutes les parties doivent axer leurs travaux sur les défis à venir. La prochaine étape consistera à mettre en œuvre les éléments de fond prescrits par la Déclaration. Le Comité doit également relever le problème du développement socioéconomique des États de la région, la paix et la sécurité pouvant être menacées en l'absence de développement.

11. **M. Pan Jingyu** (Chine) annonce que sa délégation soutient les efforts déployés par les États de l'océan Indien pour défendre leur souveraineté et leur indépendance, ainsi que la paix, la sécurité et la stabilité de la région. Il faudrait que la Déclaration soit mise en œuvre rapidement, ce qui nécessitera des

efforts conjoints de la part des États de la zone et d'ailleurs. Dans les résolutions sur la question, l'Assemblée générale souligne que tous les membres permanents du Conseil de sécurité et les principaux utilisateurs maritimes de l'océan Indien doivent prendre part aux travaux du Comité.

**Adoption du rapport que le Comité présentera
à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session
(A/AC.159/L.142)**

12. **M. Randrianarivony** (Madagascar), Rapporteur, présente le projet de rapport du Comité (A/AC.159/L.142) et explique que les paragraphes 3 et 7 seront complétés pour tenir compte des déclarations faites à la présente séance.

13. *Le projet de rapport est adopté.*

Clôture de la session

14. **Le Président** déclare la session 2011 close.

La séance est levée à 15 h 45.